



MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ORDRE DU JOUR

de Monsieur Sébastien LECORNU, ministre des Armées

Prise d'armes des réservistes

Hôtel national des Invalides, le mercredi 3 juillet 2024

Mon général, monsieur le chef d'état-major des Armées,

Monsieur le secrétaire général de la défense et la sécurité nationale,

Monsieur le délégué général à l'armement,

Monsieur le secrétaire général pour l'administration,

Messieurs les chefs d'état-major d'armées,

Monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale,

Officiers généraux,

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins et aviateurs d'active et de réserve,
personnels civils de la défense,

Mesdames et messieurs les parlementaires et élus,

Mesdames, Messieurs les employeurs,

Mesdames, Messieurs,

*

Dans notre histoire, le principe a souvent été la guerre, et la paix était l'exception.

Alors que nos repères de stabilité géopolitique ont évolué en peu de temps avec brutalité, chacun de nous, civils comme militaires, pressent instinctivement le danger.

Les menaces se cumulent pour notre sécurité, les crises s'accroissent et font peser sur la France et sur l'Europe entière un risque direct ou indirect, parfois encore invisible, sournois, discret, hybride : mais pourtant bien réel.

Une chose est certaine, le moment que nous vivons n'est pas une parenthèse, mais un dérèglement durable et une profonde rupture stratégique du monde tel que nous l'avons connu depuis la fin de la guerre froide. Pour se préparer aux défis de demain, il nous faut donc regarder lucidement nos capacités militaires comme industrielles et savoir répondre à cette question simple mais redoutable : "sommes-nous prêts ?" Et, s'il fallait s'en poser une deuxième : " quel sacrifice sommes-nous prêts à faire pour l'être ?" *

Il nous faut donc nous réarmer, à la fois pour réparer ce que d'aucuns avaient abîmé dans le passé. Mais aussi pour transformer nos armées, repenser les missions confiées à nos unités, à notre flotte aérienne et à nos forces navales pour les préparer à combattre à la fois les menaces anciennes qui ne disparaissent pas, mais aussi les nouvelles qui pèsent peu à peu sur le pays ou sur nos alliés. L'ensemble de celles-ci se cumulant désormais plus qu'elles ne se succèdent.

Les choix que nous avons pris pour engager ce réarmement ont été parfois difficiles, même s'ils s'inscrivent dans un cadre budgétaire bien plus confortable que jadis. Mais plus qu'une simple courbe budgétaire – qu'il a certes fallu décrocher et que le politique devra demain défendre et protéger avec rigueur – c'est l'efficacité militaire réelle de la France qui sera la seule jugée, devant l'Histoire.

Au-delà du réarmement de nos forces, c'est un réarmement plus global que nous devons convoquer. Cet impératif appelle un sursaut national, dans sa dimension morale et patriotique également.

C'est ce sursaut qui nous rassemble aujourd'hui dans cette vénérable cour des Invalides, où tous autant que nous sommes : officiers, sous-officiers, militaires du rang, d'active comme de réserve ; agents civils du ministère des armées ; décideurs publics élus ou nommés ; chef d'entreprises et salariés du secteur privé ; responsables associatifs ; anciens combattants, retraités ou étudiants.

Alors que nos forces doivent faire face en même temps au retour d'une compétition plus dure entre les grandes puissances, sous fond de chantage ou de prolifération nucléaire, avec sa part de confrontations potentielles, indirectes essentiellement à ce stade, - mais pour combien de temps ?

A cela s'ajoute un risque terroriste qui n'a pas disparu et qui continue de mobiliser nos militaires, en particulier pendant les Jeux olympiques.

Ce terrorisme s'ancre et se métamorphose du Sahel à l'Afghanistan en passant par le Levant, prenant des formes nouvelles et pernicieuses, prêt à frapper l'Europe comme le reste du monde.

De plus, nos forces et nos services de renseignement doivent relever les défis que posent l'émergence de nouveaux espaces de conflictualité, qui découlent de sauts technologiques, rapides et brutaux, comme en témoignent la militarisation inarrêtable du numérique à travers les menaces cyber, la remise en cause de la neutralité de l'espace, ou bien encore l'émergence de dangers dans les fonds marins.

Ces menaces pèsent sur la plupart des pays d'Europe, mais pour nous, au regard de nos particularités liées à notre dissuasion nucléaire, ou par nos territoires ultra-marins par exemple, elles prennent une forme plus "hybride", avec une stratégie d'approche moins franche mais tout aussi brutale, n'hésitant pas à détourner des objets civils à des fins militaires, et à jouer des fragilités de notre démocratie.

Tout cela doit nous inviter à penser différemment, à prendre des risques et faire preuve d'audace, vous disais-je dans cette même cour des Invalides en janvier dernier.

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins et aviateurs d'active et de réserve, personnels civils de la défense,

Ensemble, nous avons mené depuis deux ans une difficile mais indispensable introspection de ce que sont nos forces, en ne tournant jamais le dos à notre histoire ou à leur singularité, en regardant demain ce que doit être leur format, leurs missions, pour prendre des décisions qui seront lourdes de conséquences pour le pays. Elles engagent notre Nation pour des décennies et doivent permettre à la France de résister aux épreuves de ce monde instable. En matière de sécurité, le déclin n'est pas permis, et toute naïveté ou fatalisme seraient coupables.

A bien des égards, le contexte - guerre en Ukraine, au Proche et au Moyen-Orient, tentatives de déstabilisation russe en Occident, durcissement en mer de Chine - pour ne citer que ces exemples, nous a placés face à un défi aussi important que celui qu'ont dû relever les gouvernements de la fin de la IV^{ème} République, et plus encore les gaullistes dans les années 1960.

La France a un modèle de défense singulier, qui lui est propre, fruit d'une construction historique gaullienne reposant sur une autonomie stratégique française, qui va bien au-delà de la seule dissuasion nucléaire, et qui puise sa force dans le sentiment profond que la France n'aurait jamais dû perdre la « drôle de guerre » de 1940 ; n'aurait jamais dû connaître les difficultés de l'expédition de Suez ; n'aurait jamais à connaître de nouveau les guerres d'Indochine et d'Algérie.

Les décisions que j'ai prises sous l'autorité du Président de la République au cours de ces deux années n'ont pas engagé de rupture fondamentale avec notre modèle historique. Au contraire, j'ai toujours voulu veiller à revenir à la force conceptuelle initiale de notre modèle d'armée, c'est-à-dire notre capacité à nous adapter vite, en prenant en compte les défis réels du monde actuel.

Tout repenser pour rester la France, ou ne rien vouloir changer, et alors disparaître. Le sursaut plutôt que la routine, la prise de risque plutôt que le confort. La puissance de penser différemment plutôt que l'argent public comme seule solution. La confiance dans les Femmes et les

Hommes de nos armées, en ne les opposant jamais à l'innovation ou la technologie.

Cet état d'esprit est ce que nous devons à celles et ceux qui ont combattu pour nos couleurs, comme à ceux qui s'engageront demain dans nos forces, dans les réserves comme dans l'active, pour le succès des armes de la France.

Ces décisions et ces choix, s'ils sont indispensables pour notre propre sécurité, nous permettent de tenir notre rang et de nous donner les moyens de notre diplomatie. D'agir en allié ou partenaire fiable. Au sein de l'OTAN, que la France a fondé, et dans laquelle nous devons être demain plus forts, sans chercher à contourner les évidences de ce qu'est l'Alliance atlantique pour l'ensemble de nos voisins, ce qui sera précisément le corollaire de notre indépendance et autonomie en son sein, y compris vis-à-vis des Américains. Au sein de l'Union européenne, où notre modèle d'armée complet, notre dissuasion et la qualité des équipements et des industries françaises nous rendent incontournables : déployons nos atouts, avec confiance et puissance.

En Afrique et au Moyen-Orient, où nos accords de Défense prennent un visage différent mais où chacun voit que nous sommes une armée d'emploi, prête au combat pour honorer la parole de la France à un pays ami dans une communauté d'intérêts partagés.

En Indo-Pacifique, où la conjugaison de notre présence militaire en outre-mer, dans les différentes opérations et entraînements avec les armées de la région. Les partenariats de

souveraineté avec des puissances comme l'Inde, Singapour ou l'Indonésie nous permettent de défendre nos intérêts, en promouvant cette diplomatie de puissance d'équilibres.

Au sein des Nations-Unies, où nos valeureux soldats remplissent le délicat mandat donné par le Conseil de Sécurité à la frontière entre le Liban et Israël, dans un contexte de plus en plus incertain.

En Mer Rouge, où la Marine nationale française s'assure avec nos partenaires de la libre circulation des routes maritimes dans la zone, mais aussi dans le canal de Suez ou dans le détroit de Bab-El-Mandeb : car la France et ses intérêts sont universels.

Mesdames et Messieurs,

La politique de défense portée pendant ces deux dernières années a été marquée par une augmentation des moyens dévolus à nos armées par la programmation militaire, qui fera plus que doubler le budget du ministère entre 2017 et 2030, soit une augmentation de 35 milliards d'euros annuels.

Désormais l'argent est là, il faut donc poursuivre la rupture culturelle au sein du ministère et des Armées et de notre BITD. Ce défi est sans doute le plus dur à relever. J'ai voulu entamer une révolution : celle de l'audace, qui doit nous engager à continuer de nous regarder lucidement tels que nous sommes pour se préparer à gagner une guerre ou des opérations qui pourraient un jour, concerner encore plus directement la France ou l'un de nos alliés.

Les crédits qui sont confiés au ministère des armées traduisent un effort majeur de la Nation. Celui-ci nous engage à prendre des risques et à agir avec audace, pour garantir que la France ait toujours un accès et une maîtrise souveraine aux technologies, actuelles comme futures. Je ne détaillerai pas ici les nombreuses actions en cours, concernant à la fois la modernisation de notre dissuasion nucléaire ; nos capacités expéditionnaires ; les innovations majeures que nous intégrons inlassablement au RAFALE ; le changement d'ère de notre aviation de transports avec l'A330 MRTT et l'A400M ; la scorpionnisation des équipements de l'Armée de terre et sa transformation en profondeur amorcée nous permettant de nous déployer en 2027 de nouveau et en autonomie en plusieurs brigades avec leurs soutiens.

Mais aussi pour la Marine nationale avec le lancement en réalisation du porte-avions de nouvelle génération, la découpe de la première tôle du SNLE 3G, l'arrivée des patrouilleurs outre-mer dans nos territoires ultramarins ou encore le renouvellement de nos SNA.

Je ne vous détaillerai pas non plus les investissements que nous avons engagés pour doter nos armées de capacités souveraines en matière d'intelligence artificielle avec la création de l'AMIAD, du soutien aux grandes écoles d'ingénieurs comme Polytechnique, ni de l'importante réforme enclenchée des fonctions numériques ou des services de soutien du ministère.

Prendre des risques, ce fut aussi de mettre en tension notre industrie de défense pour l'engager dans la course à la réduction des délais de production : les résultats sont là et placent notre BITD en meilleure position dans la compétition vis-à-vis de ses grands concurrents à l'international.

Prendre des risques, c'est enfin se poser les bonnes questions pour améliorer les conditions d'emploi de nos militaires, pour les fidéliser ; pour attirer les jeunes dans nos rangs ; pour valoriser les compétences au sein de nos armées et de la DGA ; pour mieux accompagner leurs contraintes et celles de leur famille ; mais aussi pour faciliter la prise en charge des blessures de nos soldats tombés pour nos couleurs ; et poursuivre la féminisation de nos armées.

Toutes ces réformes n'ont pas modifié ce que nous sommes. Au contraire, elles ont visé à repenser ce modèle, non pas pour faire table rase du passé, mais pour revenir sur sa force initiale, en l'adaptant à notre époque et à ses enjeux.

Mesdames et Messieurs,

S'il y a cependant un sujet sur lequel nous devons prendre encore plus de risques, c'est la place et le rôle des réservistes au sein de notre défense nationale, qui ne peut reposer en 2024 que sur nos seuls soldats d'active, et même sur le seul ministère des armées. Chacun doit donc y contribuer, et y prendre sa part, à sa manière.

L'intuition que nous avons eue dès 2022 se confirme : le besoin de compétences et de volontaires venus du monde civil est là. La multiplication des crises que j'évoquais entraîne une augmentation des missions de nos armées sous différentes formes.

L'engagement des réservistes - et donc le soutien de leurs employeurs - est un levier essentiel pour renforcer nos armées et leur donner les moyens de protéger les Français face à l'ensemble de ces menaces dans leur diversité et/ou leur concomitance. Nos concitoyens y répondent en s'engageant, et les réservistes opérationnels arrivent petit à petit dans nos unités.

La programmation militaire nous en donne les moyens, en facilitant l'engagement des citoyens qui souhaitent concourir à la défense nationale :

- Grâce au rehaussement de la limite d'âge pour s'engager dans la réserve ;
- Grâce à la simplification des visites médicales des réservistes qui permet d'accélérer leur recrutement, pour lequel je demande au SSA de réduire le délai d'attente à un mois ;
- Grâce à la possibilité offerte aux personnels en congé de maternité de faire leur activité de réserve pendant ce congé ;
- Grâce à l'ouverture de nouvelles flottilles, bataillons et unités dédiées à l'intégration et l'emploi des réservistes opérationnels ;
- Grâce enfin à la mise en service d'une application mobile destinée aux réservistes appelée ROC, qui facilite la vie des réservistes et de leurs gestionnaires en proposant des fonctionnalités complètement numérisées : de la convocation au paiement des missions. Durant les Jeux Olympiques, plus de 5000 réservistes seront convoqués automatiquement de cette application.

Ces mesures produisent leurs effets, et le nombre de réservistes qui s'engagent pour servir dans nos unités augmente : ils sont aujourd'hui 43 000 alors qu'ils étaient 37 000 en 2022.

Nous nous fixons pour objectif qu'ils soient 80 000 en 2030, et 105 000 en 2035, permettant de tendre à un modèle d'armée nouveau, avec un réserviste opérationnel pour deux militaires d'active.

Cette ambition engage une transformation profonde de nos structures pour y intégrer pleinement les réservistes opérationnels, pour les recruter, les former, les convoquer et les déployer partout où l'intérêt de la Nation l'exige. Cette transformation nous demande de repenser la manière dont nous souhaitons employer les réservistes. L'état-major des armées publiera à ce titre une nouvelle doctrine d'emploi de la réserve dans les prochaines semaines, qui devra définir précisément les missions, la régularité et l'intégration des réservistes dans nos unités pour répondre à cette ambition.

Parce que les besoins sont là, nos armées doivent s'adapter pour relever ce défi, il en va de la bonne exécution de leur mission de défense de la Nation.

*

Mesdames et messieurs,

Ce défi, nos armées le relèvent en lien étroit avec les forces économiques du pays qui mesurent la mission patriotique qui est la leur.

Leur première raison d'être est bien sûr de participer à la prospérité de la France pour assurer sa souveraineté, ses valeurs et sa puissance ; mais désormais, leur rôle est aussi de concourir à sa sécurité.

L'ensemble des entreprises – à commencer par celles de notre base industrielle et technologique de défense, mais pas uniquement – ont la possibilité d'apporter leur pierre à l'œuvre collective qu'est notre défense nationale. 1100 entreprises l'ont déjà fait, en conventionnant avec la Garde nationale, afin de faciliter l'engagement de leurs salariés au sein de la réserve opérationnelle. Je veux, depuis cette cour où la Nation honore les efforts – et parfois le sacrifice – de ses soldats, leur dire notre reconnaissance.

Nous avançons, mais il reste encore beaucoup à faire au cours des prochaines années :

- Pour recruter dans chaque filière professionnelle les compétences dont nos armées manquent pour assurer leur mission : en démarchant une par une les entreprises des métiers des secteurs de la restauration, du recrutement, des transports et de la maintenance aéronautique, pour ne citer que ces compétences pour lesquelles nos armées manquent de forces vives.
- Pour continuer à recruter et à fidéliser chaque année les réservistes dont nos armées auront besoin ;
- Pour s'assurer que les crédits prévus par la programmation militaire pour atteindre les objectifs soient bien exécutés. Dès cette année avec 206 millions d'euros, et dans les années qui viennent. J'ai par ailleurs demandé aux services de gestion financière

et aux états-majors de concevoir cette enveloppe comme un socle et non plus comme un plancher. Sa gestion annuelle devant se faire désormais au service des réserves, et non plus comme par le passé en étant la variable d'ajustement des crédits dans l'année ;

- Enfin pour continuer à engager les décideurs et les influenceurs derrière nos forces en leur confiant des missions spécifiques au sein de la réserve opérationnelle.

Les armées devront également s'appuyer sur les dispositifs nouveaux et innovants proposés aux jeunes Français qui feront le choix de s'engager dans des contrats courts de volontariat au sein de l'armée de terre, afin de les inciter à poursuivre leur engagement au sein de l'armée d'active, mais aussi de la réserve. Pour attirer celles et ceux qui participeront demain à la nouvelle journée de défense et de citoyenneté, qui sera re-militarisée pour faire comprendre à notre jeunesse les grands enjeux de défense nationale auxquels est confronté le pays.

Mesdames et messieurs,

Pour y parvenir, les armées auront encore besoin de vous.

Il n'y a pas de prospérité dans un pays qui n'est pas sûr, bien défendu, et suffisamment puissant pour être respecté. Une fois de plus, il serait naïf de penser que notre défense ne peut reposer que sur nos seuls soldats ou sur les seules technologies : chacun doit y contribuer. L'engagement des réservistes et donc le soutien de leurs employeurs est - et demeurera - décisif.

*

Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins et aviateurs d'active et de réserve, personnels civils de la défense,

Tous ces résultats auront un jour un impact décisif. Malheureusement, rien ne laisse penser que nous nous dirigeons vers des temps plus calmes.

C'est l'honneur de nos armées que de savoir se réinventer, douter, décider et agir pour se tenir prêtes. Je sais que nos militaires le seront si toutefois l'Histoire venait à leur donner l'honneur de combattre et de mourir pour la France.

Honneur !

Honneur à nos armées et à leurs chefs !

Vive les armées françaises !

Vive la République !

Et vive la France !

Contact media :

Centre media du ministère des Armées

media@dicod.fr

09 88 67 33 33

**Délégation à l'information et
à la communication de la défense
DlCoD**

Centre media du ministère des Armées

60 boulevard du général Martial Varlin
CS 21623 - 75009 Paris Cedex 15